

La crise sanitaire a creusé les inégalités économiques entre femmes et hommes

C'est un triste constat que dresse le dernier rapport du Forum économique mondial (WEF). La pandémie a davantage fragilisé les femmes et accentué les inégalités, notamment sur les critères économiques et professionnels.

Temps de lecture : minute

31 mars 2021

Plus de 267 ans. C'est le temps que mettra l'écart économique entre hommes et femmes - disparités de salaires et opportunités de carrière - à se résorber si on continue d'évoluer à ce rythme, selon les dernières estimations du rapport annuel 2021 du Forum économique mondial. Et la crise sanitaire n'a pas aidé. En moyenne, en un an, l'étude note que les inégalités se sont creusées de 0,6 point à l'échelle mondiale.

Si le rapport pointe une nette amélioration en matière d'accès à l'éducation et à la santé, les opportunités économiques et la place des femmes en politique restent largement marquées par les inégalités. En effet, l'avancée vers la parité entre hommes et femmes reste, dans la plupart des grandes économies, loin d'être acquise.

Femmes salariées sur les secteurs les plus touchés

La pandémie de Covid-19 n'a fait qu'aggraver une situation déjà problématique. En cause ? Les femmes sont salariées des secteurs qui ont été le plus affectés par la crise sanitaire et les mesures de confinement.

Selon l'OIT (Organisation internationale du travail), elles sont 5% à avoir perdu leur emploi, contre 3,9% pour les hommes. À cela s'ajoute une charge mentale et domestique amplifiées chez les femmes, davantage touchées par la pression liée aux responsabilités induites par le contexte au sein de leur foyer.

Économiquement, la proportion de femmes présentes à des postes qualifiés augmente dans le monde, mais les disparités de revenus persistent et seules peu d'entre elles parviennent encore à accéder aux postes de leadership. *"La pandémie a eu un impact fondamental sur l'égalité femmes-hommes, tant sur le lieu de travail qu'à la maison, faisant reculer des années de progrès. Si nous voulons préparer une économie dynamique pour demain, il est vital que les femmes soient représentées. Il est crucial de retenir l'attention des dirigeants, de s'engager sur des objectifs fermes et de mobiliser des ressources - c'est le moment ou jamais d'intégrer la parité femmes-hommes au cœur de la reprise"* , déclare Saadia Zahidi, membre du Comité Exécutif du Forum économique mondial, dans le rapport.

39% d'écart dans les salaires en France

Dans tout cela, la France se positionne au 16ème rang du classement qui répertorie 156 pays. Et, quand on s'intéresse plus particulièrement au sujet des salaires et des carrières, l'Hexagone chute à la 58ème position. Et les chiffres sont édifiants. Le "plafond de verre" est toujours bel et bien persistant, puisqu'en France, 34,6% de femmes seulement occupent des postes de direction. Si seule une poignée de pays font figure d'exemple en termes d'égalité des salaires, comme le Burundi et le Liberia (où ils restent très faibles pour les deux sexes), la France connaît une disparité de revenus de 39% entre hommes et femmes encore aujourd'hui.



À lire aussi

Crise : les femmes sont les grandes oubliées du plan de relance

Les données LinkedIn utilisées dans l'étude montrent aussi que les femmes peinent davantage à être embauchées, et ce notamment dans des secteurs clés. Ainsi, elles ne représentent que 14 % des salariés dans le secteur du Cloud Computing, 20 % dans l'ingénierie, et 32 % dans le secteur du Data et de l'IA. *"Les femmes ne sont pas bien représentées dans la majorité des postes à croissance rapide. (...) Les entreprises et les gouvernements doivent intégrer la diversité, l'équité et l'inclusion dans leurs plans de relance, affirme Sue Duke, responsable de la politique publique mondiale chez LinkedIn, dans le rapport. L'évaluation des candidats sur la base de leurs compétences et de leur potentiel, et pas seulement en fonction de leur expérience professionnelle directe et de leurs qualifications officielles, est essentielle à cet égard. Il faut embaucher en se basant sur les compétences si nous voulons rendre nos économies et nos sociétés plus inclusives"* .
